

RD-CONGO

LE COURRIER  
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3564 - JEUDI 29 AOÛT 2019

COALITION GOUVERNEMENTALE

# Les chantiers les plus complexes se dessinent

Le tout premier d'entre eux démarre déjà dans quelques jours avec la gratuité attendue de l'enseignement de base en RDC. Par ailleurs, d'autres actions d'envergure seront enclenchées incessamment dans les secteurs de l'assainissement des finances publiques, de la santé publique, de la sécurité dans l'est du pays, de l'énergie électrique et du climat des affaires. Cette rentrée scolaire s'annonce déjà assez mouvementée car la pression s'accroît sur les responsables des établissements scolaires publics et même privés curieusement, pour le respect strict de cet engagement crucial de l'État RD-congolais. [Page 3](#)



Des élèves dans une salle de classe

LUTTE CONTRE ÉBOLA

## Dr Oly Ilunga auditionné sur la gestion des fonds alloués à la riposte

Le ministre honoraire de la Santé a été entendu, le 27 août, par la police avec trois de ses anciens collaborateurs sur la gestion des fonds alloués à la riposte au virus Ébola pendant qu'il était aux affaires. Il s'agit ici des fonds décaissés aussi bien par le gouvernement congolais que par les partenaires extérieurs en vue d'éradiquer rapidement l'épidémie. Soupçonné d'avoir détourné des fonds destinés à la riposte contre Ébola, l'ex-ministre, nommé en décembre 2016 par l'ex-président Joseph Kabila, est appelé à apporter les preuves de son innocence. Pour l'heure, l'ancien ministre se trouve entre les mains de la police judiciaire et ce, pour des raisons d'enquête. [Page 6](#)



SANTÉ

## Pas de paracétamol 500 mg avarié sur le marché



Une pharmacie à Lubumbashi

Un fake news a envahi la toile sur la circulation de faux paracétamol 500mg sur le marché des médicaments. Pour couper court à cette fausse alerte, le directeur technique de l'ASBL « Soins de santé en milieu rural » (Sanru), le Dr Albert Kalonji, a tranché au cours d'une conférence de presse tenue le 27 août en confirmant qu'il

n'y a pas de tels produits avariés en circulation à travers la RDC. Cette réaction fait suite à la note de service que l'inspecteur général de la Santé, Komba Djeko, avait adressé aux inspecteurs provinciaux les mettant en garde sur le défaut de qualité du paracétamol 500mg Tab 1000 en provenance de l'Inde distribué par Sanru. [Page 4](#)

INTERVIEW

## Pr. Jean-Claude Maswana : « Les perspectives des relations entre le Japon et les deux Congo s'annoncent bonnes »

Expert intervenant à la 7e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad7), qui se tient à Yokohama au Japon du mercredi 28 au vendredi 30 août, Jean-

Claude Maswana, originaire de la RDC, est professeur d'économie à l'université Ritsumeikan à Kyoto, l'une des meilleures universités de l'ouest du Japon. Dans cet entretien accordé au Courrier de

Kinshasa, il aborde les enjeux et les défis des relations économiques entre le Japon et l'Afrique, particulièrement les deux Congo qui sont bien positionnés pour de nouveaux partenariats. [Page 5](#)



## INDUSTRIES EXTRACTIVES

## La RDC n'est pas encore un pays minier

Quoique le pays ait d'innombrables ressources, la contribution du secteur minier ne lui permet pas d'être compté parmi les miniers. La Banque mondiale fixe le seuil à la contribution au budget national à 20 % alors que le rapport Itie 2016 indique que ce secteur n'a contribué au budget de la RDC qu'à hauteur de 18 %.

La coalition Publiez ce que vous payez (PCQVP) a organisé, le 27 août, dans la salle de réunions de l'Itie à Gombe, la réunion de dissémination du rapport Itie 2016 auprès des journalistes membres de l'Union congolaise des femmes des médias (Ucofem) et médias pour la transparence (MPT). Cette activité a permis d'outiller ces professionnels des médias en leur donnant des bases nécessaires pour comprendre le contexte dans lequel ils travaillent.

Cette session a permis aux journalistes membres de ces deux organisations d'apprendre les fondamentaux de l'Initiative de la transparence dans les industries extractives (Itie) mais également de parcourir l'essentiel du rapport Itie-RDC 2016, la dernière en date. Ils ont été aidés, dans cette tâche, par le coordonnateur national adjoint de l'Itie-RDC, Me Théodore Mpiana Kabundi, Jean-Claude Katende, coordonnateur de PCQVP, Gilbert Deningaidi, expert de l'Itie-RDC, et Jean-Baptiste Lubamba, de la communication Itie-RDC.

Expliquant les motivations de cet atelier, le coordonnateur national adjoint de l'ITIE-RDC a appelé les participants, qui doivent être des journalistes d'investigation, à être percutants dans leur travail.

« Creusez, fouillez, bêchez, ne laissez une place ou la main passe et repasse », avait conseillé Me Théodore Mpiana Kabundi, se référant à la fable de La Fontaine. Pour le coordonnateur de PCQVP, qui a noté que la finalité du travail de l'Itie consistait en la promotion d'une gestion ouverte et responsable des ressources extractives, en suscitant un débat public sur le secteur, en restaurant la confiance et en permettant à ce que les recettes profitent à la population, il était question de « disséminer » le rapport Itie 2016 aux journalistes afin de leur permettre, à leur tour, de diffuser ces informations aux Congolais et autres publics.

#### La RDC, un pays non minier

En décryptant le résumé du rapport Itie-RDC 2016 mis à leur disposition, les journalistes membres de l'Ucofem et de MPT se sont vus révéler que

« l'économie congolaise repose essentiellement sur les exportations des matières premières ». En termes d'exportations en 2016, note ce rapport, les produits miniers et pétroliers représentent 98 % de l'ensemble des exportations du pays. Alors qu'au niveau interne, ces entreprises extractives n'ont contribué qu'à la hauteur de 18 %, soit 1,13 milliard de dollars américains (USD), au budget la RDC, au cours de l'exercice 2016.

Faisant référence aux critères fixés par la Banque mondiale, qui fixe à 20 %, le seuil pour être qualifié de pays minier, les participants à cet atelier constateront, avec leurs encadreurs, que la RDC est en-de-



Les participants à l'atelier

çà de la moyenne et n'est donc pas un pays minier.

Les autres éléments à retenir de ce rapport Itie-RDC 2016 ont notamment été que la RDC comptait deux cent soixante-quatre entreprises minières et onze entreprises pétrolières. Si les recettes minières ont été de 1,13 milliard USD, étant donné que la contribution de certaines de ces entreprises (cent quarante-huit) n'ont pas été prises en compte, parce que n'atteignant pas le seuil fixé. Et les recettes pétrolières (dix entreprises sur les onze), elles, ont été de 115 millions USD.

Dans les recommandations, ce rapport exhorte à la création des organismes publics chargés de gérer la caisse de péréquation et les fonds pour

les générations futures, l'accélération et la finalisation des travaux de construction du site du cadastre minier ainsi que l'actualisation du registre des droits pétroliers, qui doit aussi être mis en ligne. Ce rapport recommande également pour la mise en œuvre des lois qui ont été récemment votées. Il s'agit, entre autres, des codes minier et des hydrocarbures.

En ce qui concerne la participation de l'Etat dans les entreprises extractives, ce rapport a conseillé au gouvernement et à la Gécamines de veiller au respect et à l'application de la loi des finances notamment les dispositions relatives au partage des recettes de royalties et pas-de-porte entre les entreprises du portefeuille de

l'Etat et le gouvernement. Les gouvernements central et provinciaux ont été, eux, appelés à transférer effectivement aux Provinces et Entités territoriales décentralisées, la quote-part de la redevance minière qui leur est due, selon la clé de répartition prévue par le code minier.

Il est rappelé que l'équipe de l'ITIE s'attèle à finaliser les rapports 2017 et 2018, qui seront lancés concomitamment. Il est, par ailleurs, noté que dans le cadre de l'ITIE, l'actualité va jusqu'à deux ans. Ce qui signifie que des éléments datés de deux ans sont considérés comme actuels et que le délai de production d'un rapport est fixé à deux ans.

Lucien Dianzenza

#### LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

#### DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

#### RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

#### RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

#### RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

#### RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

#### MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

#### INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

#### ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

#### PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngoni

#### TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

#### INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

#### DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

#### IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

#### INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

#### LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

#### GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

#### ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## COALITION GOUVERNEMENTALE

# Les chantiers les plus complexes se dessinent

**Le tout premier d'entre eux démarre déjà dans quelques jours avec la gratuité attendue de l'enseignement de base en RDC. Par ailleurs, d'autres actions d'envergure seront enclenchées incessamment dans les secteurs de l'assainissement des finances publiques, de la santé publique, de la sécurité dans l'est du pays, de l'énergie électrique et du climat des affaires.**

La semaine prochaine, le président de la République, Antoine-Félix Tshisekedi Tshilombo, sera testé sur l'une des plus grandes promesses de campagne : la gratuité de l'enseignement de base. Cette rentrée scolaire s'annonce assez mouvementée car la pression s'accroît sur les responsables des établissements scolaires publics et même privés curieusement, pour le respect strict de cet engagement crucial de l'État RD-congolais.

Selon les chiffres repris dans un document du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, le gouvernement de la République devrait dépenser 2,9 milliards de dollars américains par an en vue de sa matérialisation. En effet, il faudrait assurer la prise en charge, à hauteur de 8 millions de dollars américains, des frais de bulle-

tin par l'État RD-congolais pour près de 13,5 millions d'élèves. Il y a aussi les 20 millions de dollars américains de financement du déroulement de l'examen national de fin d'études primaires pour un effectif estimé à 1,5 million d'élèves sur l'ensemble du territoire national. Ces chiffres donnent forcément des vertiges, affirme un expert, et il est difficile de voir le gouvernement de la République aller aussi loin dans l'application de cette promesse électorale faute de mobiliser un budget conséquent. Toutefois, il s'agit déjà d'un chantier qui se trouve sur la table du nouveau Premier ministre, Ilunga Ilunkamba.

Autre chose, la question de l'assainissement des finances publiques reste aussi une problématique assez complexe. Elle est d'autant plus difficile que le pays sort de neuf mois de gestion « présidentielle », sans un gouvernement responsable pour engager et surveiller les dépenses. En effet, il s'agit à présent de rassurer certains partenaires-clés comme le Fonds monétaire international (FMI) qui espéraient la mise en place rapide d'un gouvernement lors de sa dernière revue de la situation macro-économique de la RDC. Certes, pour

certains experts comme Al Kitenge, il revient plus au pays lui-même qu'à ses partenaires au développement de mettre en œuvre une stratégie pluriannuelle cohérente et reposant sur des piliers de développement comme le potentiel hydroélectrique et les ressources naturelles, a-t-il indiqué. Toutefois, a-t-il reconnu, des institutions comme le FMI sont utiles pour puiser une somme d'informations stratégiques et négocier des appuis budgétaires nécessaires à la réussite de l'action gouvernementale.

La lutte contre l'épidémie à virus Ebola a connu un dénouement inattendu avec la démission, en juillet dernier, du ministre de la Santé, Oly Ilunga, et la reprise en main des actions de terrain par un secrétariat technique rattaché à la présidence et chapeauté par un éminent professeur, Dr Jean-Jacques Muyembe. L'ancien patron de la Santé publique s'est opposé au deuxième vaccin dans la lutte contre l'épidémie par des acteurs qui ont fait preuve d'un manque d'éthique manifeste, disait-il dans sa lettre de démission. Il est entendu actuellement par la justice RD-congolaise sur la gestion des fonds alloués à la riposte contre la maladie à virus Ebola.

Laurent Essolomwa

## RDC

# La FBCP exhorte à la fin du dédoublement des partis et regroupement politiques

**L'ONG de défense des droits de l'homme appelle le chef de l'Etat et le Premier ministre à s'investir en vue de contrecarrer ce phénomène utilisé pour affaiblir des adversaires politiques ou financiers.**

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) a salué la publication, le mois d'août courant, du gouvernement de la RDC. Tout en souhaitant au président de la République et au Premier ministre Ilunga Ilunkamba plein succès dans le combat pour la bonne gouvernance, l'Etat de droit, la paix, etc., cette ONG appelle également les deux personnalités à lutter contre le phénomène de dédoublement des partis, regroupements et plates-formes politiques ainsi que des associations sans but

**...La FBCP profite de cette occasion pour demander au président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de peser de tout son poids pour mettre fin au dédoublement des partis politiques, groupements politiques, associations sans but lucratif étant donné que son parti, l'UDPS, en était aussi victime(...)**

lucratif. « La FBCP profite de cette occasion pour demander au président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de peser de tout son poids pour mettre fin au dédoublement des partis politiques, groupements politiques, associations sans but lucratif étant donné que son parti, l'UDPS, en était aussi victime », a écrit la FBCP dans un communiqué du 27 août signé par son président, Emmanuel Adu Cole.

La FBCP a, par ailleurs, recommandé la vigilance à la société civile, en vue de suivre de près l'action du nouveau gouvernement. Tout en regrettant l'absence, dans ce nouveau gouvernement, de l'Alliance des forces démocratiques du Congo, du sénateur Modeste Bahati Lukwebo et d'autres plates-formes de l'opposition telles que Lamuka, la FBCP dit expressément appeler le ministre chargé de la Justice à appliquer la « tolérance zéro » dans ce secteur-clé de la vie nationale.

Lucien Dianzenza

## PROCESSUS ÉLECTORAL

# Les élections locales incertaines en septembre

**Aucune activité préparatoire n'est exécutée à moins d'un mois de la date initialement prévue pour le scrutin des conseillers communaux et des secteurs/chefferies.**

Les activités à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) sont totalement en veilleuse et nul ne fait allusion aux élections locales. La question est reléguée au second plan au profit des démarches de positionnement d'une équipe fin mandat. La date du dimanche 22 septembre 2019 consacrée au scrutin des conseillers communaux

et des secteurs/chefferies passe désormais inaperçue. Pourtant, elle a été inscrite en rouge dans le calendrier de la Céni pour attirer l'attention de l'opinion.

Les préalables à l'élection des conseillers communaux et des secteurs/chefferies sont suspendus sans autre forme de procès. Rien ne permet d'espérer l'accréditation des journalistes, témoins et observateurs ainsi que le démarrage de la campagne électorale aux dates prévues. Un nouveau report se profile à l'horizon et des

changements sont certains parmi les membres conformément à la loi organique portant fonctionnement et organisation de la Céni du 19 avril 2013.

La récente permutation des bourgmestres dans la ville de Kinshasa avait fait craindre une nouvelle annulation des élections locales jamais organisées en RDC depuis la reprise du processus électoral en 2006. Elle avait également suscité un débat entre l'opposition et la coalition au pouvoir sur la constitutionnalité d'une telle décision.

La lutte de positionnement bat son plein et la question électorale n'est pas d'actualité. L'attention est focalisée sur l'investiture du gouvernement et les prochaines mises en place dans les entreprises publiques et à la Céni. Pour certains, la restructuration de la centrale électorale est une priorité au regard des incidents qui ont émaillé la publication des résultats électoraux et les contentieux alors que d'autres estiment qu'il faille profiter de l'expérience de l'équipe en place pour orga-

niser les locales.

Parmi les experts électoraux, l'on se trouve dans une incapacité totale d'envisager une date quelconque sans l'implication des autorités politiques. En plus, l'on relève la démotivation des agents de la Céni qui ont cumulé plusieurs arriérés de salaire. La question devrait faire l'objet des échanges entre le Premier ministre entrant, Ilunga Ilunkamba, et le président sortant de la Céni, Corneille Naanga, au lendemain de l'investiture du gouvernement.

Jeannot Kayuba

DR ALBERT KALONJI

## «Il n'y a pas de paracétamol 500 mg avarié en circulation en RDC»

Un fake news a envahi la toile sur la circulation de faux paracétamol 500mg sur le marché des médicaments. Pour couper court à cette fausse alerte, le directeur technique de l'ASBL Soins de santé en milieu rural (Sanru), le Dr Albert Kalonji, a précisé au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue, le mardi 27 août, au siège de cette organisation qu'il n'y a pas de paracétamol 500 mg avarié en circulation à travers la RDC.

La réaction fait suite à la note de service que l'inspecteur général de la Santé, Komba Djeko, avait adressé aux inspecteurs provinciaux les mettant en garde sur le défaut de qualité du paracétamol 500mg Tab 1000, en provenance de l'Inde distribué par Sanru. Avec cette déclaration, le Dr Albert Kalonji vient ainsi mettre fin aux spéculations sur les réseaux sociaux quant à la circulation de ce produit sur le marché.

Il a, en outre, invité la population au calme car, dit-il, il n'y a ni raison de s'alarmer ni de créer de trouble dans l'esprit de la population. Cela avant d'insister sur le fait que Sanru



Dr Albert Kalonji de Sanru

ne met pas les médicaments sur le marché. «Nous ne vendons pas de médicaments. Nous mettons en œuvre des projets notamment pour ces médicaments. Il s'agit des projets dans le cadre de la

lutte contre le paludisme. Donc, il n'y a pas que le paracétamol. Il y a d'autres produits qui sont amenés mais qui passent par les centrales de distribution régionales. Et à partir de ces

centrales, les médicaments vont directement vers les formations médicales... », a-t-il expliqué.

Selon le Dr Albert Kalonji, d'après les résultats des analyses de deux laboratoires, le problème d'avarie serait lié à de mauvaises conditions de stockage. Notamment un taux d'humidité élevé dans certains sites. «Sur trois cent vingt-cinq lots réceptionnés par Sanru, seuls quinze ont été certifiés avariés, soit 4%. Tous ces lots ont été retirés de circuit et mis en quarantaine », a-t-il fait remarquer. Et de souligner que le paracétamol 500 mg fabriqué par CSPC OUYI Pharmaceutical CO.LT a été acquis dans le cadre d'un processus d'appel d'offres international au cours duquel le fournisseur IMRES basé au Pays-Bas avait gagné le marché.

Pour que ce produit arrive en RDC, a-t-il dit, il y a des préalables à remplir. Il faut qu'il y ait l'existence d'une autorisation de mise sur le marché du produit concerné délivrée par la direction de la pharmacie

et du médicament (DPM) du ministère de la Santé et le partage des certificats d'analyses du fournisseur pour tous les lots à expédier. Pour rappel, les alertes sur le paracétamol 500 mg avarié ont commencé depuis le 13 août 2018 avec HGR d'Isiro. Aussitôt informé, Sanru a activé sa procédure de rappel de lots pour sa mise en quarantaine. Ce, en attendant les résultats contrôle qualité. Pendant ce temps, les lots avariés ont été renvoyés au fournisseur et d'autres au laboratoire KABS au Canada. Les résultats ont confirmé que l'une des causes de l'avarie serait une humidité élevée au niveau des sites de stockage. C'est ainsi que Sanru avait informé la Commission nationale du médicament lors de sa réunion du 29 mars 2019. Et cette ASBL était appelée à saisir la DPM. Cette dernière avait réagi une semaine après en décidant, entre autres, de procéder au rappel de lots concernés en vue de leur destruction immédiate conformément au guide en vigueur.

Blandine Lusimana

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## INTERVIEW

# Pr Jean-Claude Maswana : «*Les perspectives des relations entre le Japon et les deux Congo s'annoncent bonnes*»

Expert intervenant à la 7<sup>e</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad7), qui se tient à Yokohama au Japon du mercredi 28 au vendredi 30 août, Jean-Claude Maswana, originaire de la RDC, est professeur d'économie à l'université Ritsumeikan à Kyoto, l'une des meilleures universités de l'ouest du Japon. Il est également professeur associé d'économie à la Graduate School of Business Sciences de l'université de Tsukuba au Japon. Dans cet entretien accordé au Courrier de Kinshasa, il aborde les enjeux et les défis des relations économiques entre le Japon et l'Afrique, particulièrement les deux Congo.



Le Pr Jean-Claude Maswana à la Ticad7

**Le Courrier de Kinshasa : Quelle est l'importance d'un événement comme le Ticad ?**

**Jean-Claude Maswana :** C'est un forum qui essaie d'attirer l'attention des acteurs internationaux du développement vers les questions pressantes du développement africain, avec un accent sur l'expérience propre du Japon ainsi que sa perspective et son apport spécifique. Ticad revêt aussi une importance particulière du fait que ce forum permet aux entreprises japonaises de mieux connaître les opportunités d'investissements qu'offrent les différents marchés nationaux africains ainsi que la meilleure façon d'y investir, avec ou sans la participation du gouvernement japonais.

**LCK : Ticad7 a pour thème «Faire avancer le développement en Afrique par les personnes, les technologies et l'innovation». Pourquoi le choix de ce thème ?**

**JCM :** Ce thème résume à la fois les atouts particuliers du Japon (par rapport à l'alternative du partenariat qu'offre son voisin la Chine à l'Afrique), à savoir la technologie et l'innovation, ainsi que celui de l'Afrique (l'avantage démographique). C'est une reconnaissance que l'Afrique de l'avenir passe par une amélioration de la capacité en matière d'innovation technologique de ses fils et filles. Pour toute personne ayant une connais-

sance suffisante des vrais ingrédients derrière le succès des pays émergents d'Asie, il est clair que ce thème résume parfaitement les leçons que l'Afrique devrait apprendre de l'Asie. Clairement, le Japon n'insiste pas sur le montant ou volume d'aide, mais plutôt sur la capacité du peuple africain à innover, à créer les outils technologiques susceptibles de résoudre ses défis du développement.

**LCK : Quel bilan pourriez-vous faire des précédentes éditions de Ticad ? Quel est l'impact sur les économies africaines ?**

**JCM :** L'impact et le bilan des engagements précédents sont difficiles à établir, en partie du fait de la difficulté de dissocier l'aide japonaise liée à la Ticad et celle qui devrait naturellement se faire sans Ticad. En outre, l'autre difficulté résulte du fait que certains des engagements étaient liés aux opportunités des affaires à identifier en Afrique par les entreprises privées japonaises. Qu'à cela ne tienne, à s'en tenir qu'aux discours officiels de part et d'autre, les engagements

semblent avoir été relativement tenus.

**LCK : La conférence rassemble un pays d'Asie, le Japon, avec cinquante-quatre pays africains aux économies et aux attentes parfois différentes. Quels sont les points de convergence entre les économies de tous ces pays ?**

**JCM :** Il faut tout d'abord souligner que bien qu'initié et influencé par le Japon, la Ticad est en réalité un cadre de dialogue co-organisé par le Japon, la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement, l'Union africaine ainsi que d'autres partenaires internationaux. Pour revenir à votre question, le point de convergence des pays africains qui y participent est notamment le fait qu'ils sont tous des pays «en développement», avec, bien sûr, des niveaux variés de pauvreté. Sur le plan strictement de l'économie mondiale, on peut aussi constater par exemple que tous ces pays africains voient leur part dans l'économie mondiale (en PIB) diminuer.

**LCK : Quel est aujourd'hui l'état des lieux des relations économiques entre le Japon et les deux Congo ?**

**JCM :** Sur le commerce bilatéral entre la République du Congo et le Japon, il faut noter que les exportations du Congo vers le Japon équivalaient à 4 millions de dollars en 2010 et 1,5 million de dollars en 2017. Les importations du Congo en provenance du Japon par contre oscillaient autour de 11 millions en 2010 et 3,6 millions en 2017, selon les statistiques de la CNUCED. Quant à la RDC, les exportations de cette dernière vers le Japon s'élevaient à 844 millions de \$ en 2010 et 3,7 milliards en 2017. Les importations de la RDC en provenance du Japon par contre avoisinaient 3,1 milliards en 2010 et 3,6 milliards en 2017, selon les statistiques de la CNUCED.

**LCK : Les autorités japonaises misent beaucoup plus sur le renforcement de l'assistance technique et moins sur l'aide publique au développement. Dans quels domaines le Japon apporte-t-il cette**

**assistance technique en Afrique et pourquoi ?**

**JCM :** Il y a de plus en plus un accent du côté de l'éducation et de la formation. Ce qui se résume sous le concept de «renforcement des capacités».

**LCK : Quels sont les enjeux et les défis des relations économiques entre le Japon et les pays africains aujourd'hui ?**

**JCM :** le défi majeur reste le climat des affaires et les enjeux peuvent se résumer en deux réalités, à savoir la Chine et son corollaire, l'accès aux matières premières.

**LCK : Quelles sont, selon vous, les perspectives des relations entre le Japon et les pays africains, particulièrement les deux Congo ?**

**JCM :** De par la dotation en ressources naturelles et le rôle de nos pays en matière environnementale ainsi que leurs places respectives dans le commerce international, les perspectives des relations entre le Japon et les deux Congo s'annoncent bonnes. Il faut surtout souligner que malgré le niveau bas du commerce bilatéral entre la République du Congo et le Japon, contrairement au commerce RDC-Japon, il s'observe un regain d'intérêt du secteur privé japonais vers la République du Congo, avec des visites annoncées des hommes d'affaires japonais. Ceci est largement dû à une activité de marketing des opportunités d'investissements au Congo entreprise par la représentation diplomatique du Congo au Japon. En outre, avec la Ticad7, on observe la présence d'un grand nombre d'entreprises japonaises qui manifestent un intérêt pour le marché africain. D'après ce que j'observe sur place, nos deux pays sont bien positionnés pour de nouveaux partenariats dont la matérialisation en investissements productifs ne dépendra que des actions claires du côté de nos gouvernements dans le sens de l'amélioration du climat des affaires.

Patrick Ndongidi

## SANTÉ

# Huit cent quatre-vingt-onze malades guéris d'Ebola

**Le comité national multi sectoriel de la riposte à la maladie à virus Ebola révèle dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique de cette maladie qu'à la date du 27 août, huit cent quatre-vingt-onze personnes ont pu quitter les centres de traitement d'Ebola après avoir été déclarées guéries.**

Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de deux mille neuf cent quatre-vingt-trois dont deux mille huit cent soixante-dix-huit confirmés et cent cinq probables. Depuis la déclaration de la dixième épidémie de la maladie à virus Ebola, le 1er août 2018, jusqu'aujourd'hui, mille neuf cent quatre-vingt-quatorze décès ont été rapportés parmi lesquels mille huit cent quatre-vingt-neuf cas ont été déclarés confirmés et cent cinq probables. S'agissant des cas suspects, trois cent quatre-vingt-treize sont en cours d'investigation.

Le comité national multisectoriel de la riposte à la maladie à virus Ebola indique, par ailleurs, qu'il y a eu six nouveaux



*Enterrement sécurisé d'un patient d'Ebola rante et un décès.*

**Les recommandations du comité multisectoriel de la riposte à la maladie à virus Ebola sont les suivantes :**

1. Respectez les mesures d'hygiène de base, notamment le lavage régulier des mains à l'eau et au savon ou à la cendre ;
2. Si une connaissance venant d'une zone en épidémie vient

cas confirmés dont quatre au Nord-Kivu, deux à Beni, un à Kalunguta, un à Katwa, un en Ituri à Komanda et un au Sud-Kivu à Mwenga. Quatre nouveaux décès des cas confirmés dont trois au Nord-Kivu et un en Ituri ont été enregistrés. Il s'agit plus exactement de deux décès communautaires au Nord-Kivu dont un à Beni et

un à Katwa et deux décès dans le centre de traitement dont un au Nord-Kivu à Butembo et un en Ituri à Komanda. Aucun agent de santé ne figure parmi les nouveaux cas confirmés. Le cumul des cas confirmés/probables parmi les agents de santé est de cent cinquante-six soit 5 % de l'ensemble des cas confirmés/probables dont qua-

vous rendre visite et qu'elle est malade, ne la touchez pas et appelez directement le numéro vert de la protection civile du Nord-Kivu ;

3. Si vous êtes identifié comme contact d'un malade d'Ebola, acceptez d'être vacciné et suivi pendant vingt et un jours ;

4. Si une personne décède à cause d'Ebola, respectez les consignes pour les enterrements dignes et sécurisés. Il s'agit simplement d'un mode d'enterrement qui respecte les coutumes et traditions funéraires tout en protégeant la famille et la communauté de la contamination par le virus Ebola.

5. Pour tous les professionnels de la santé, respectez les mesures d'hygiène dans les centres de santé et déclarez toute personne malade présentant les symptômes d'Ebola (fièvre, diarrhée, vomissement, fatigue, anorexie, saignement). Si tous les citoyens respectent ces mesures sanitaires préconisées par le secrétariat, il est possible de mettre fin rapidement à cette 10e épidémie.

*Blandine Lusimana*

## Faible sensibilisation de la population congolaise sur la maladie à virus Ebola

**Plusieurs voyageurs et des corps médicaux dénoncent l'absence d'une politique de prévention dans la ville de Kinshasa, contrairement à la ville de Goma.**

L'annonce, par les structures compétentes de la riposte contre la maladie à virus Ebola, de l'absence de nouveaux cas de l'épidémie dans la ville de Goma depuis quarante jour a réjoui plus d'un Congolais. Ce succès est consécutif à la grande sensibilisation de la population locale et à l'implication des autorités tant civiles, militaires, qu'ecclésiastiques. Contrairement à Beni où les actions de sensibilisation ont fait face à une grande résistance locale, les efforts des uns et des autres ont produit des effets escomptés dans un délai record au chef de la province du Nord-Kivu.

En même temps, des nombreux Congolais en provenance de Goma ont fait le constat d'une absence de sensibilisation dans les autres villes de la République démocratique du Congo directement connectées au chef-lieu de la province du Nord-Kivu. La différence est visible dès l'aéroport in-

ternational de N'djili à Kinshasa et dans les différents points d'accès de la ville de Bukavu ainsi que dans l'ex-Province orientale où les mesures semblent moins efficaces. Ils en appellent aux autorités locales à prendre les mesures idoines et à mobiliser les moyens nécessaires pour la sensibilisation. Car, ont-noté, c'est la précaution la plus efficace face à la maladie à virus Ebola.

La sensibilisation de la population doit concerner toutes les couches sociales et impliquer les établissements scolaires et universitaires, les Églises et toutes les institutions du pays. A la veille de la saison des pluies et de rentrées scolaire et académique, cela doit s'inscrire comme la priorité du gouvernement central et des institutions provinciales. Selon la coordination provinciale de la riposte, plus de dix cas ont été enregistrés dans la zone de santé de Pinga. Et la persistance des notifications de nouveaux cas dans les zones nord de la province du Nord-Kivu appelle toujours à la vigilance.

*Jeannot Kayuba*

## Dr Oly Ilunga auditionné sur la gestion des fonds alloués à la riposte

**Le ministre honoraire de la Santé a été entendu, le 27 août, par la police avec trois de ses anciens collaborateurs sur la gestion des fonds alloués à la riposte au virus Ebola pendant qu'il était aux affaires.**

L'ex-ministre de la Santé, Dr Oly Ilunga, se trouve dans des sales draps. La plainte déposée à son encontre, il y a près d'un mois, par le secrétaire général à la Santé au Parquet général près la Cour de cassation, vient de produire ses effets. En effet, depuis le mardi 27 août, l'ex-ministre est auditionné par la police judiciaire à Kinshasa. En cause: la gestion des fonds alloués à son ministère dans le cadre de la lutte contre le virus Ebola qui sévit depuis un peu plus d'une année dans la partie est de la RDC.

En effet, la démission, contre toute attente, du Dr Oly Ilunga avait surpris plus d'un jusqu'à donner lieu à des suspicions. Une fuite en avant, selon certains, car rien ne pouvait justifier cette démission pour une personne qui gérait, jusque-là, les fonds destinés à la riposte contre Ebola. Il s'agit ici des fonds décaissés aussi bien par le gouvernement congolais que par les partenaires extérieurs en vue d'éradiquer rapidement l'épidémie.

Il a fallu seulement que le chef de l'Etat décide de prendre les commandes de la riposte contre Ebola en créant un secrétariat technique qu'il a confié au Dr Jean-Jacques Muyembe pour que l'ex-ministre pique du nez et claque la porte. Dans sa lettre de démission, il a non seulement dénigré cette nouvelle structure à qui il a d'ailleurs dénié toute compétence, mais s'est également opposé au deuxième vaccin dans la lutte contre Ebola initié, selon lui, « par des acteurs qui ont fait preuve d'un manque d'éthique manifeste ».

Depuis le début de la semaine, l'ancien ministre se trouve entre les mains de la police judiciaire et ce, pour des raisons d'enquête. Il a comparu en homme libre, lors de son audition, contrairement à ses anciens collaborateurs mis aux arrêts dans le cadre de cette même affaire. Soupçonné d'avoir détourné des fonds destinés à la riposte contre Ebola, l'ex-ministre, nommé en décembre 2016 par l'ancien président Joseph Kabila, est appelé à apporter les preuves de son innocence. L'opacité ayant caractérisé la gestion des fonds de la riposte contre Ebola aura donc motivé son interpellation par la police judiciaire. Dossier à suivre.

*Alain Diasso*

## MINISTÈRE DES SPORTS

## Amos Mbayo veut d'abord organiser les états généraux du secteur

**Amos Mbayo Kitenge est le nouveau "monsieur sport" de la République démocratique du Congo après la publication de la nouvelle équipe gouvernementale par le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba.**

Le premier ministre de la RDC a rendu publique, le 26 août à l'aube à Kinshasa, la composition du nouveau gouvernement, le premier après la passation pacifique et civilisée du pouvoir entre le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, et l'ancien Joseph Kabila. Le portefeuille réservé aux Sports et Loisirs a été attribué à un rejeton du mouvement sportif national.

Amos Mbayo Kitenge, président de la Fédération de handball du Congo, président du Comité olympique congolais a donc été promu ministre des Sports et Loisirs, succédant au ministre Papy Nyango qui avait cédé son poste, après son élection comme député, à la ministre intérimaire Astrid Madiya avant un deuxième intérim assumé par Jean-



Amos Mbayo Kitenge nommé ministre des Sports de la RDC

Pierre Lisanga Bonganga. Les réactions ont afflué dans le mouvement sportif, des réactions plutôt positives dans l'ensemble, comme pour dire, les sports aux sportifs. En effet, Amos Mbayo est un acteur sportif par essence, ayant été athlète dans sa jeunesse, handballeur à Lubumbashi, avant d'être dirigeant sportif. Conseiller financier au ministère des Sports depuis près de

15 ans, il connaît parfaitement bien les rouages du secteur sportif congolais.

Après l'annonce de sa nomina-

tion, il a indiqué à la presse que sa première action s'oriente vers l'organisation des états généraux des sports. *«Je suis d'abord président du comité olympique. Donc, j'ai toute la politique sportive avec moi. Je crois qu'aujourd'hui, avec l'effort de tous les sportifs, nous allons apporter beaucoup d'innovations pour que le sport congolais puisse une fois pour toute décoller. Je crois que nous commencerons d'abord par les états généraux des sports, parce que nous allons déceler les maux qui rongent notre sport et je crois qu'il y aura de bonnes choses. Avec l'appui de tout le monde, nous allons vraiment relever notre sport parce que nous en avons besoin»*, a-t-il laissé entendre.

Pasteur d'une église chrétienne,

***...Je crois que nous commencerons d'abord par les états généraux des sports, parce que nous allons déceler les maux qui rongent notre sport et je crois qu'il y aura de bonnes choses.(...)***

Il a donc l'obligation d'assainir le milieu sportif congolais qui, pour certains observateurs sportifs nationaux, est gangrené par des pratiques maffieuses. L'on se rappelle que Luzolo Bambi, alors conseiller spécial de l'ancien président de la République, Joseph Kabila, en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux lâchait, devant les médias lors d'un forum international contre la corruption organisé en juillet 2018 à Kinshasa, que l'Etat a englouti plus dix-sept millions de dollars dans le secteur des sports. Et personne n'a rendu compte quant à l'utilisation de ces fonds de l'Etat. L'on veut croire qu'Amos Mbayo, étant aussi serviteur de Dieu, pourra prôner la transparence et moraliser la gestion de la chose sportive en RDC. Le nouveau ministre des Sports devra aussi rapidement se mettre à la tâche pour la préparation des Jeux de la Francophonie prévus pour juin 2021 à Kinshasa.

**Martin Enyimo**

## JEUX AFRICAINS RABAT 2019

## La RDC espère des médailles d'or ou d'argent en boxe

**La République démocratique du Congo (RDC) participe aux 12es jeux africains à Rabat au Maroc dans six différentes disciplines, notamment la natation, la boxe, le taekwondo, le basket-ball 3x3, le handball et le tennis de table.**

Des performances et médailles congolaises étaient attendues pour le mercredi 28 août en boxe. En effet, quatre pugilistes se sont hisses en finale de leurs catégories respectives. Peter Pita Kabeji (81 kg) a accédé en finale dans la catégorie mi-lourd en battant aux points Samed Shakul du Ghana. Chez les poids-lourds, Tshikeva Kimbembé (91 kg) a eu raison aux poings du Kenyan Ramogi Fredrick Otieno et disputera la finale de la catégorie.

Notons aussi des revers, notamment celui de Kapenga Nsaka Idriss chez les 69 kg, battu par le mi-moyen Clair Merven d'Île Maurice. Chez les dames, les Congolaises Modestine Munga Zalia chez les moins de 51 kg et de Thérèse Yumba chez



Un combat de Boxe

les moins de 60 kg devraient combattre, pour deux places en finale, respectivement la Marocaine Mouttaki Yasmine et la Botswanaïse Kasemang Aratwa. En quarts de finale,

Yumba Thérèse Naomie a eu raison de Rhaddi Chaymae (Maroc). Il y a immanquablement des médailles que devront ramener les boxeurs de la RDC de ces 12es jeux

africains qui se déroulent à Rabat.

Notons aussi que les Léopards handball dames sont opposées aux Lionnes indomptables du Cameroun

handball en demi-finale de cette discipline. Elles avaient dominé les Marocaines en quarts de finale par 45 buts à 25. Chez les messieurs, les Léopards handball ont dominé les Étalons du Burkina Faso par 29 buts à 28.

En Taekwondo, tous les Congolais ont été éliminés. Chez les dames, Glody Mwakwa a perdu face à l'Éthiopienne Gosaye Fikadu dans la catégorie de moins de 53 kg. En version masculine, Shadrack Esende s'est incliné face au Nigérien Sunday Onofe dans la catégorie de moins de 87 kg, et Giresse Kakesa a été battu par le Nigérien Mahamadou Chamson Idrissa dans la catégorie de moins de 80 kg. Avant mercredi, la RDC n'avait que trois médailles remportées au cours de ces jeux africains 2019. Le judoka Kosi Samuzu s'est adjugé une médaille de bronze dans la catégorie de moins de 100 kg. Il y a une autre médaille en taekwondo et une autre en basket-ball 3x3 dames.

**M.E**

**PROGRAMME DES OBSÈQUES MME THONGO PÉMBÉ MARIE-DELPHINE****Mercredi 28 août 2019**

13 h : Mise en bière à la morgue municipale de Brazzaville, levée de corps et départ pour le domicile familial sis au n° 6 de la rue Massangui, Diata

**Jeudi 29 août 2019**

8 h : recueillement des parents, amis et connaissances

**11 h : départ pour Indo Sibiti****Vendredi 30 août 2019**

11 h : Messe au consistoire EEC d'Indo Sibiti

14 h : Inhumation au cimetière familial d'Indo Sibiti

**Samedi 31 août 2019**

Retour des délégations à Brazzaville.



MM. Okamba Timothée et Gabriel, la veuve Okamba née Marie Jeanne Boyibanga, M. Pierre Noel Boyibanga, Jean Jacques Okamba, l'Abbe Guy Noël Okamba, Mme Ohanga née Gaétane Clémence Okamba annoncent aux parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de Mme Adelaide Esther Okamba se présente comme suit :

**Vendredi 30 août 2019****9h :** levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville**9h30 :** départ pour le domicile familial n° 19 rue Mayombe à Talangaï « arrêé église Kibanguiste**10h :** recueillement**11h30 :** départ pour l'église St-Jean Baptiste de Talangaï**12h :** messe de requiem**13h45 :** départ pour le cimetière privé Bouka**16h :** retour et fin de la cérémonie.**NECROLOGIE**

Nely carole Biantomba, thomas kimbembe et famille ont la profonde douleur d'annoncer le décès de Mme, maman, tante et sœur Kimbembe née Suzanne Ouayengo, survenu le 23 août au Chu de Brazzaville. La veillée se tient au n° 13 de la rue Soungui, quartier Comus Asecna ( référence arrêé Comus). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement



La famille Honoré Bokilo a le regret d'annoncer aux amis, parents et connaissances, le décès inopiné de la veuve Bokilo née Cécile Bakalé, survenu le 23 août 2019 à Brazzaville. La veillée funèbre se tient au domicile familial sis au n° 21 de la rue Loango, à Poto-Poto. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Le pharmacien Michel Kabi Goulondili, Mme Hélène Nganie, M. Fidèle Nsoumou, les colonels à la retraite Léonce Nkabi et Jean Bernard Nkabi, le Lieutenant-colonel Eddy Nkabi, le commandant de police Luc Anicet Nkabi, le capitaine Jean Paul Nkabi,



Mmes Alphonsine Nkabi et Claire Nkabi, M. Hermann et familles ont la douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, père et oncle le colonel Rigobert Nkabi Mbani, survenu le 20 août 2019 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 11 de la rue Abolo à Talangaï. L'enterrement aura lieu le samedi 31 août au cimetière privé Bouka Vip.

**DIASPORA****La Guinguette africaine 2019, c'est fini !**

**Dimanche 25 août dernier, signifiant la fin de l'été, le lieu de convivialité estival de l'esplanade des landes à Suresnes a clôturé sa huitième édition.**

Durant tout l'été, les animateurs de l'espace libre du Mont Valérien ont proposé une programmation culturelle variée. Certes, l'idée originelle est congolaise, mais, la fréquentation s'intensifiant d'année en année, le constat permet de voir combien, à l'évidence, la diversité par le brassage est devenue de plus en plus courante au point d'envisager de rebaptiser l'évènement en « Guinguette franco-africaine » les éditions suivantes, plaisante Cyriaque Bassoka, secrétaire général de l'association organisatrice. À Suresnes, dans une ambiance souriante, les promeneurs de fin de semaine en quête de divertissements ont trouvé à chaque fois de quoi se distraire, de quoi se restaurer, de quoi s'évader sous d'autres cieux, surtout de quoi nouer un dialogue au point de nommer les mets et les boissons congolaises par le nom congolais : beignets, safous, maboque ou Primus / Ngok.

Excepté la journée du 17 août, ponctuée de constantes averses diluviennes ayant entraîné le report des festivités de l'indépendance du Congo au 24 août, l'espace a fait les belles fins de semaine de cet été de 16 h à minuit. Ce lieu ouvert à tous,



La Guinguette africaine de Suresnes 2019, vue partielle de l'esplanade des Landes/ crédit photo : Cyriaque Bassoka

participatif, a permis de mettre en avant les aspects intergénérationnel et interculturel autour de dégustations et d'apéros-danses.

« C'était notre critère initial de favoriser le vivre-ensemble par un mixage de la culture et de la gastronomie », rappelle fièrement le secrétaire général de l'association organisatrice.

Cette année, la guinguette a ouvert sa formule aux Camerounais. Près d'un millier de personnes s'est déplacé à cette journée « spécial Cameroun ». Celle dédiée à la Bouenza a également fait le plein. Pour la prochaine édition, un des douze départements du Congo,

sera mis à l'honneur, « pourquoi pas la Cuvette avec la danse Ekongo ! », renchérissent les organisateurs.

Le summum, précisent les organisateurs, a été le bouquet final du dernier jour de la guinguette au cours duquel Kim Onya et Marie Anne Abia, deux artistes féminines congolaises ont enflammé l'esplanade des Landes. De leur côté, pour un son international, les antillais Affa et Alfreda Zamounda ont déporté le public vers la Colombie sur le rythme de la salsa. Rendez-vous est déjà pris pour l'attendue neuvième édition de l'été prochain.

Marie Alfred Ngoma

**AVIS DE RECRUTEMENT**

Dans le cadre de renforcer ses effectifs, une structure de la place évoluant dans le secteur de l'hôtellerie procède au recrutement des profils suivants :

- 1/ Un Responsable Commercial et Marketing
  - 2/ Un Comptable
  - 3/ Un Chef Cuisinier
- I/ Profil du Responsable Commercial et Marketing
- Niveau Bac+4/5 vous avez au minimum 5 ans d'expérience en gestion commerciale et marketing, idéalement au sein d'une société hôtelière qui s'inscrit dans un secteur concurrentiel -
  - Vous êtes un(e) habile négociateur(trice).
  - Mettre en œuvre la politique commerciale et Marketing de la structure
  - Développer la stratégie commerciale et le plan marketing
- II/ Profil du Comptable
- Être détenteur(trice) minimum d'un BTS en comptabilité et gestion financière
  - Vous avez une expérience minimum de 3 ans dans le domaine comptable
  - Enregistre les opérations comptables quotidiennes
  - Prépare la clôture des comptes annuels avant de les faire vérifier par son supérieur Hiérarchique
  - Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, internet.)
- III/ Profil du Chef Cuisinier
- Être détenteur minimum d'une licence dans le domaine de la cuisine
  - Vous avez une expérience minimum de 5 ans dans le domaine
  - Vendre les produits alimentaires de qualité
  - Gérer les stocks et les commandes
  - Favoriser une dynamique d'échanges avec les fournisseurs et les clients
- IV/ Dossiers à fournir (pour toutes les candidatures)
- Un CV et une lettre de motivation adressée à la Directrice Générale
- V/ DATE BUTOIRE DU DEPOT DES DOSSIERS
- Merci de postuler sur l'adresse suivante [recrutementwbs@gmail.com](mailto:recrutementwbs@gmail.com) au plus tard le 8 Septembre 2019 à 12h00
- Pour de plus amples informations, veuillez nous contacter au : 06 510 93 06 / 06 656 94 70

**FRONT PATRIOTIQUE****Éric Mouckouyou élu président de la fédération France-Europe**

À l'issue de l'assemblée générale organisée à Paris, en France, Éric Mouckouyou a été élu président de la fédération France-Europe du Front patriotique (FP).



Les membres du Front patriotique de la Fédération France-Europe

L'heureux promu dirige un bureau exécutif de trois membres. Ainsi, il s'est engagé à vulgariser, au niveau de l'hexagone, la doctrine du FP fondée sur les valeurs d'équité, d'unité, du travail, du progrès et de droit. Par cet acte, cette formation politique se propose de renforcer les rangs de la majorité présidentielle à l'extérieur et d'occuper par le même fait, aux côtés des autres forces, l'espace européen comme l'a déclaré le président de la Fédération du Parti congolais du travail de France, Gabriel Patrick Dion, l'un des invités d'honneur à cette cérémonie couplée à la célébration du 59e anniversaire de l'indépendance du Congo. Notons que le FP a été créé en 2015 par Destinée Hermella Doukaga. Ce parti, qui défend les valeurs républicaines, s'est donné pour ambition de bâtir une « Nation congolaise forte », comme l'indique sa devise.

La Rédaction

**Invitation**

L'Association Culture Elongo, le Pen Centre Congo-Brazzaville, La Librairie Les Manguiers, le Forum des Gens de Lettres et médiafrique communication, vous invitent à bien vouloir honorer de votre présence la journée d'hommage dénommée : « **Poésie terre d'altérité** », du poète Jean-Blaïse Bilombo Samba.

Lieu : Librairie Les Manguiers, Dépêches de Brazzaville.

Date : Vendredi 30 août 2019.

Heure : 14 heures 30 minutes.

*Soyez les bienvenus !*



## CLIMAT

# La Suède accueille la semaine mondiale de l'eau

L'évènement organisé à Stockholm, la capitale, jusqu'au 30 août, regroupe les acteurs du secteur de l'eau pour leur permettre d'échanger sur leurs pratiques et autres activités.

La semaine mondiale de l'eau a lieu chaque année en Suède. Organisé sur le thème : « *L'eau pour la société - Inclure tout le monde* », ce forum annuel est l'occasion pour les participants de la présente édition, provenant de plus d'une centaine de pays, d'échanger leurs connaissances, réseauter et développer des solutions aux défis liés à l'eau les plus pressants.

L'organisation de cette rencontre s'avère très importante depuis que les Nations unies ont, en 2015, fixé comme objectif pour 2030 l'accès de tous à un service d'eau et d'assainissement. Ce qui manque encore à plus de deux milliards de personnes à travers le monde. A ce sujet, World Resources Institute (WRI) note que dix-sept pays, principalement si-

tués au Moyen-Orient et au nord de l'Afrique, sont en situation de pénurie hydrique grave. Et un habitant sur quatre dans le monde est proche du « jour zéro », lors duquel plus aucune eau ne sortira du robinet.

Selon un rapport du WRI sur les ressources en eau dans le monde, rendu public le 6 août dernier, près d'un quart des êtres humains sont menacés par la pénurie d'eau. Le texte mesure les risques de pénurie, de sécheresse et d'inondations fluviales dans le monde et relève que quelques pays du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique, sont effectivement en situation de stress hydrique. Il s'agit notamment du Qatar, d'Israël, du Liban, de l'Iran, de la Jordanie, de la Libye, du Koweït, de l'Arabie saoudite, de l'Éry-

thérée, des Émirats arabes unis, de Saint-Marin, de Bahreïn, du Pakistan, du Turkménistan, d'Oman, du Botswana et de l'Inde, deuxième pays le plus peuplé du monde.

Pour Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, la pénurie d'eau est sérieuse dans certaines régions. « *On a une diagonale de la soif qui va de Tanger au nord nord-est de la Chine. Les niveaux de stress hydrique y sont très inquiétants, en dessous de 1 000 m<sup>3</sup> d'eau par habitant et par an. Dans un certain nombre d'États, nous sommes en dessous d'un seuil d'extrême stress hydrique, avec un niveau de 500 m<sup>3</sup> d'eau par habitant et par an* », commente-t-il. Ce spécialiste des questions sécuritaires liées aux ressources en eau a ajouté : « *Ces pays ont connu les conséquences des printemps*

*arabes, des conflits de haute intensité, comme en Irak. On a un certain nombre de pays déjà en proie à une très forte instabilité, qui avaient des problèmes de stress hydriques avant le début des conflits qui ont été accentués par le fait que les infrastructures ont été détruites.* »

Le directeur de l'Institut international de l'eau de Stockholm, Torgny Holmgren, pense que le changement climatique demeure le phénomène principal qui accélère le cycle de l'eau, et multiplie les événements extrêmes. « *Le changement climatique, ce sont des inondations, et des sécheresses, de plus en plus nombreuses à travers le monde* », a-t-il souligné. « *L'eau est un problème, mais aussi une solution pour le futur. En Afrique, il va falloir nourrir une population en augmentation, qui va at-*

*teindre quatre milliards d'habitants dans un siècle. Comment faire ? En profitant de l'eau de pluie, que l'on peut stocker, dans les fermes ou les villages. Contrôlez l'eau, et vous avez des solutions pour contrôler le changement climatique* », a-t-il poursuivi.

Présent au forum annuel de l'eau dans la capitale suédoise, Daviz Simango, le maire de Beira, ville côtière du Mozambique qui a été presque entièrement détruite par un cyclone, en mars dernier, a déclaré : « *On a l'habitude de travailler dur contre les conséquences du changement climatique que sont les inondations et la montée de la mer. Tout doit être fait pour réduire le risque de l'eau dans la ville. Mais cette fois, nous avons eu du vent en plus, à 240 km/h, une première en Afrique australe.* »

**Nestor N'Gampoula**

## LUTTE CONTRE LA FAIM

## La FAO envisage d'intensifier ses actions en Afrique

Dans le cadre de la poursuite de ses missions visant à éradiquer la faim et à améliorer la nutrition dans le monde, le fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a décidé, le 27 août, de renforcer ses actions en Afrique.

L'annonce a été faite au Japon par le directeur général de cette organisation, Qu Dongyu, devant les chefs d'États africains ainsi que les ministres de l'Agriculture et les représentants du gouvernement japonais.

Évoquant les connaissances et le régime alimentaire japonais comme potentielles sources de solutions pour lutter contre la faim en Afrique, le responsable de l'institution onusienne a souligné que dans le cadre de leur lutte visant à éradiquer la faim et à améliorer la nutrition, les pays africains peuvent également exploiter les connaissances japonaises en matière de technologie, des machines agricoles et de commercialisation. Et, ils peuvent aussi s'inspirer des normes relatives à la nutrition et à la sécurité alimentaire. « *Les pays africains pourraient bénéficier des régimes alimentaires japonais* », a déclaré le directeur général avant de reconnaître qu'il existe déjà une longue et fructueuse collaboration entre le Japon, la FAO et l'Afrique. Qui, selon lui, a conduit au développement efficace et inclusif des chaînes de valeur du riz et a permis de mieux évaluer les pertes, le gaspillage alimentaire dans l'industrie alimentaire ainsi que de renforcer les petites et

moyennes entreprises. « *Nous comptons toujours sur la générosité japonaise afin d'intensifier les actions visant à améliorer la nutrition en Afrique. Lutter contre la faim et toutes les formes de malnutrition est la principale priorité de la FAO en Afrique* », a-t-il ajouté.

### Il faut s'attaquer à tous les aspects de la nutrition

Etayant la liste des stratégies à mettre en place pour arriver à contrer la faim en Afrique, le responsable de la FAO a souligné que s'attaquer à plusieurs aspects de la nutrition constitue une stratégie qui peut entraîner des améliorations sociales et économiques non-négligeables et d'adopter des approches innovantes favorables aux populations pauvres capables d'avoir un impact important.

Ainsi, pour lui, la FAO détient un rôle unique, notamment celui de renforcer les capacités des pays à évaluer et à surveiller leur situation nutritionnelle, en les aidant à l'élaboration des normes et faciliter le transfert de connaissances. C'est pourquoi son institution et ses partenaires travaillent dans le sens d'améliorer la productivité des agriculteurs africains et leur accès à des aliments nutritifs.

« *Il est également question d'améliorer la disponibilité de ces aliments en investissant dans l'agriculture, en mettant en place des cadres réglementaires, des partenariats entre le secteur public et privé et en ayant recours à la technologie et à l'innovation* », a conclu Qu Dongyu.

**Rock Ngassakys**



## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.









**Un Espace culturel pour vos Manifestations**  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



**Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo**

**Horaires d'ouverture:**  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



## ENVIRONNEMENT

## Un été catastrophique pour les forêts

**Amazonie, Afrique équatoriale, Sibérie... les forêts mondiales, en proie à de sévères incendies, connaissent un été funeste. Une très mauvaise nouvelle pour le climat, du fait du rôle crucial que jouent ces forêts primaires dans la séquestration terrestre du carbone, décrit le Journal de l'environnement (JDE).**

Souvent qualifiée de « poumon vert » de la planète, l'Amazonie est avant tout un gigantesque puits de carbone, ainsi qu'un hotspot, encore largement méconnu, de la biodiversité mondiale. Or, depuis plusieurs semaines, la plus grande forêt du monde, située à 63 % au Brésil, est la proie de très importants incendies. Jair Bolsonaro, un président peu porté sur la protection forestière.

Si la situation inquiète autant, c'est surtout par l'indifférence du président brésilien, Jair Bolsonaro, qui a d'emblée accusé les ONG environnementales d'allumer la mèche pour mieux obtenir des financements, croit-il savoir. Pour ces dernières, la responsabilité incombe au contraire aux lobbies agroalimentaire et minier, qui lorgnent sur les terres et les ressources amazoniennes, et dont le soutien à Bolsonaro a été un élément important de son élection, fin octobre 2018.

Mis sous pression internationale - le sujet s'est, en effet, invité au sommet du G7 de Biarritz (24-26 août) -, Jair Bolsonaro s'est finalement résolu à envoyer l'armée pour lutter contre ces incendies.

L'épisode a viré à l'incident diplomatique, la France ayant menacé de s'opposer au projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay). Chiffres en hausse, mais pas exceptionnels. Depuis le début de l'année, le Brésil a totalisé 80 626 foyers d'incendie, soit une hausse de 78 % par rapport à la même période en 2018. Ce qui est btrès en deçà d'autres années, selon des données de l'Institut national de recherches spatiales (INPE) du Brésil. Rien que pour le mois d'août 2019, le Brésil compte au moins 42 061 foyers d'incendies. Aussi alarmante soit-elle, la situation actuelle n'a rien d'exceptionnel. De plus, l'Amazonie brésilienne n'est pas le seul foyer d'incen-

dies. Toujours selon l'INPE, d'autres pays sud-américains ont connu cette année une nette hausse du nombre de foyers. C'est le cas du Pérou, deuxième pays amazonien, le Pérou, la Bolivie +107 %, le Surinam +121 % et le Guyana +146 %.

Le G7 de Biarritz a proposé la création « d'une coalition pour la reforestation de l'Amazonie, assortie de moyens financiers et d'objectifs chiffrés ». La situation serait pire en Afrique. Le président français, Emmanuel Macron, a fait de la question incendie, un des principaux sujets de discussion du sommet de Biarritz. Les vastes étendues d'incendies que connaît l'Afrique, n'ont pas été à l'ordre du jour. Pourtant, des images satellites de la Nasa, relatives aux incendies, montrent que la situation serait encore pire en Afrique, particulièrement en Angola, Zambie et RD Congo, l'un des pays les plus touchés par la déforestation.

#### Le cas serait moins intéressant

Pour la Nasa, il s'agit en fait d'une conséquence fréquente à cette époque de

l'année, de la culture sur brûlis. Ce sont donc des situations très souvent maîtrisées contrairement à la réalité actuellement vécue en Amazonie. Mais l'agence américaine fait remarquer que ce ne sont pas tous les incendies africains qui sont sous contrôle. Son satellite lui fait constater que plusieurs foyers d'incendies en Afrique subsaharienne durent souvent plus de trente jours, devenant ainsi un facteur important d'émission de gaz à effet de serre. Cette observation de la Nasa vient compléter une étude publiée par l'Agence spatiale européenne qui révélait en février 2019 que de très récentes données de recherche suggéraient qu'il y avait plus d'incendies en Afrique qu'on ne le pense.

« En 2016, 4,9 millions de kilomètres carrés de surfaces avaient été brûlés, soit 80% de plus que les informations fournies par les capteurs satellitaires à résolution plus grossière. Ces zones nouvellement découvertes comprenaient principalement des zones incendiées de moins de 100 ha », rappelant un risque très élevé pour le climat.

Certains observateurs parlent de deux poids deux mesures du G7 de Biarritz, face aux défis d'incendies que connaît le monde. Ce sujet échappe aussi à la presse africaine notamment faute de données. Pourtant plusieurs études ont lancé l'alerte. Il a été démontré que la destruction par le feu de la forêt tropicale pour des besoins énergétiques (production de charbon et de bois de chauffe), pouvait être aussi importante que les coupes industrielles.

#### La Sibérie touchée par d'importants incendies

En juillet, c'est la Sibérie qui était touchée par d'importants incendies, avec plus de trois millions d'hectares de forêt partis en flammes. Cette situation exceptionnelle, qui a également touché le nord du Canada, est liée à des températures estivales anormales, supérieures à 30°C. Les conséquences d'un mois de juillet particulièrement torride, le mois le plus chaud jamais enregistré sur terre, selon l'administration américaine en charge de l'océan et de l'atmosphère.

Noël Ndong

## ESPÈCES EN DISPARITION

## Les girafes menacées par une « extinction silencieuse »

**En Afrique, le nombre de girafes a diminué de 40 % entre 1985 et 2015. C'est une espèce menacée d'extinction.**

Ce n'est que depuis 2016 que les girafes sont classées comme espèce « vulnérable ». Entre 1985 et 2015, sa population a diminué de 40 %. Motif : l'extension des terres agricoles, mais surtout la chasse pour leur viande.

Peu d'études ont été consacrées sur les girafes, contrairement aux lions ou aux éléphants. Ce n'est qu'à partir de 2018 que l'on a pu connaître la situation de certaines sous-espèces sur les 30-40 dernières années. C'est le cas de la girafe nubienne originaire d'Afrique du Nord qui a vu sa population chuter de 97 % ou encore la girafe réticulée - présente en Somalie - de 56 %.

Face à ces chiffres alarmants, six pays africains, dont le Tchad et le Kenya, souhaitent réguler le commerce international de cette espèce pour limiter le nombre d'animaux tués.

La proposition est étudiée dans le cadre d'une réunion tenue à Genève du 17 août au 28 août 2019. Normalement, ce genre de restriction n'est pas appliquée sur des espèces simplement classées comme « vulnérables ».

Les soutiens de la proposition invoquent le principe de « précaution » et soulignent qu'une classification obligerait les pays membres à récolter des données sur les exportations et donc à faire plus de recherches. Aujourd'hui, il reste environ soixante-huit mille girafes adultes dans le monde.

N. Nd.

## TICAD 7

## La conférence s'ouvre sous l'angle de partenariats économiques

**De nombreux chefs d'Etat africains se réunissent, du 28 au 30 août à Yokohama, au Japon, pour discuter développement et partenariats économiques.**

La septième édition de la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) s'ouvre sur le thème « Faire avancer le développement en Afrique par les personnes, les technologies et l'innovation ». Un nouvel objectif que la capitale nipponne espère faire avancer en s'appuyant plus sur l'assistance technique que sur l'aide au développement.

« La Jica fournit ses appuis de façon dynamique aussi bien en matière d'aide financière (prêts et dons) que d'assistance technique. Cela s'explique par le fait que l'assistance technique représente le mieux, la philosophie de l'aide japonaise qui consiste en « l'appui à l'autonomie », indiquait à cet effet, Shinichi Kitaoka, président de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), avant d'ajouter : « il s'agit de contribuer au développement de la capacité

de sorte que le pays bénéficiaire puisse se développer de façon autonome ».

Une initiative qui rencontre l'assentiment des dirigeants africains présents à ces assises. Ils se montrent déterminés à parler « business » avec le secteur privé nippon, et non plus d'« aide » avec les établissements publics. « Il est grand temps que le financement privé prenne la relève » du secteur public. « Nous voulons favoriser les partenariats public-privé », a insisté Amadou Hott, ministre sénégalais de l'Economie, devant un parterre d'investisseurs japonais. Après des réformes concernant le travail, afin de réduire les périodes de grève, et rendre l'énergie disponible, « nous pensons que les conditions sont créées pour faire venir des industries de transformation », a assuré son homologue du Bénin, Romuald Wadagni. Et d'affirmer : « Le Bénin est stable et sûr; nous sommes disposés à faire des affaires et décidons rapidement, il y a de nombreuses opportunités ». Le Bénin a déjà conclu des projets avec le monde des affaires japo-

nais, notamment avec la maison de commerce Marubeni et la Banque japonaise de développement international (JBIC), pour la création d'une usine de transformation de coton. Le Sénégal veut, entre autres, transformer son arachide sur place au lieu de l'exporter brut. Cette conférence intervient dans un contexte marqué par la forte présence du géant chinois sur le continent africain. Le Japon, à l'instar des Etats-Unis ou de la Russie, veut redynamiser ses relations avec les pays africains, afin de rattraper son retard par rapport à Pékin. Depuis le lancement de la première Ticad en 1993, le Japon a déjà accordé plus de quarante-sept milliards \$ d'aide publique au développement aux pays africains, loin des soixante milliards \$ annuels promis par la Chine au continent. Au cours de la dernière décennie, les exportations japonaises vers l'Afrique ont baissé de près de la moitié, à environ sept milliards \$, alors que le stock de ses IDE sur le continent, ne représente actuellement que 20% de ceux de la Chine.

Josiane Mambou Loukoulou

## MONNAIE

# La BEAC va accentuer le contrôle auprès des importateurs

En lien avec sa nouvelle réglementation des changes, la banque centrale projette de lancer l'opération, dès le mois de septembre, à l'endroit des entreprises pétrolières, des importateurs des produits de grande consommation comme les congelés, le riz.

La mesure de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation des changes au sein de la zone Cémac, dont le délai de rigueur est fixé au 31 août.

En effet, le dispositif réglementaire oblige les importateurs à domicilier leurs opérations dans une banque lorsque celles-ci dépassent cinq millions francs CFA.

Entrée en vigueur, en mars 2019, la réglementation a permis à la banque centrale de récupérer en l'espace de quatre mois environ 1376 milliards francs CFA de devises auprès des banques commerciales en activité dans la sous-région.

D'après l'autorité monétaire, le gap représente soit une augmentation de 164% en valeur relative par rapport à l'exercice 2018.

En dépit de ces résultats encourageants pour l'économie

de la sous-région, les experts estiment que beaucoup de ressources échappent encore à la BEAC, notamment celles détenues par les entreprises pétrolières dans des comptes en devises à l'étranger ainsi que les bénéficiaires des contrats miniers. Mais le Fonds monétaire international qui a signé des programmes avec les pays de la zone Cémac a convaincu ceux-ci de faciliter la mise en œuvre de la réforme financière.

En ce qui concerne la fuite des capitaux, l'institution financière communautaire devrait miser sur une meilleure collaboration avec les douanes, pour renforcer le contrôle et évaluer la valeur exacte des biens importés. Même si le niveau de réserves de change s'améliore, l'on note aussi que le volume des devises qui sortent par mois reste très important. Selon la BEAC, sur 1035 mil-



Le siège de l'autorité monétaire

liards entrés dans la zone via les banques, en juillet 2019, plus de 997 milliards sont ressortis.

L'un des artisans de la réforme monétaire, le gouverneur de la BEAC, Abbas Mahamat Toli, s'est montré rassurant quant au succès de celle-ci. Actuellement, le niveau élevé des avoirs obtenus vient des contributions de la plupart des secteurs

économiques locaux. L'objectif de l'autorité monétaire est d'atteindre le niveau de 2006 où les réserves de change étaient de plus de dix mille milliards francs CFA.

« C'est une politique plus restrictive en termes de prêts. La Beac débloque désormais plus de fonds en faveur des Etats. On s'était rendu compte, à travers ce qu'on appelle le coefficient

de Polack, que lorsqu'on injecte 100 F dans l'économie de la Cémac, près de 70% de cette somme sortent de la communauté donc, diminuent nos réserves. Désormais, on injecte moins et, théoriquement, moins d'argent sort », a indiqué le gouverneur, rapporte le bi-hebdomadaire, EcoMatin,

Fiacre Kombo

## EDUCATION

# L'école primaire de Soumouna entre réhabilitation et construction

L'Association « Hope Congo » a lancé, le 28 août, les travaux de réhabilitation des bâtiments délabrés et de construction des autres compartiments pour constituer un cycle primaire complet dans cet établissement scolaire du département du Pool.

Après l'école primaire de Voula, le téléthon initié par Hope

Congo en novembre 2018 a gagné la localité de Soumouna,

longtemps considérée comme le fief du pasteur Ntumi. L'initiative vise en effet à réhabiliter les établissements du département du Pool détruits pendant la crise qu'a connue la

contrée. « Nous avons trouvé deux bâtiments complètement délabrés. Il faut les reconstruire mais également construire un nouveau bâtiment de deux salles de classe pour faire en sorte que le cycle primaire soit complet et que les élèves de CP1 et CP2 ne soient plus mélangés dans une même salle de classe », a expliqué le coordonnateur de l'Association « Hope Congo », Gylidas Mayela.

Ce dernier a précisé que les travaux devraient durer un mois pour que tout soit prêt d'ici à octobre prochain lors de la rentrée scolaire. Le coordonnateur de l'Association « Hope Congo » a, par ailleurs, exhorté les parents à préparer les enfants à renouer avec le chemin de l'école le moment venu.

Le téléthon dédié au département du Pool, rappe-lons-le, prendra fin en no-

vembre prochain.

Le chef du village de Soumouna, David Vouidibio, a salué l'initiative de « Hope Congo ». Il est difficile pour les enfants de l'école primaire de parcourir plusieurs kilomètres pour aller étudier dans d'autres localités, a-t-il fait savoir. Selon lui, la réhabilitation et la construction engagées par ladite association est donc une solution à ce problème. Pour le représentant des sages de Soumouna, après les travaux, l'école permettra de former la pépinière qui va assurer la relève de demain à l'image des autres enfants des autres localités. « Les travaux se feront normalement sans heurt de sorte que les enfants reprennent les études en octobre », a-t-il assuré, après le rituel traditionnel de consécration.

Rominique Makaya



Le coordonnateur de Hope Congo lançant les travaux



# ADIAC TV

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)

Facebook icon | Twitter icon | YouTube icon



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

PRÉSIDENTIELLE 2021

# Le chef de file de l'opposition appelle à un front commun

**Lors d'une conférence de presse qu'il a animée le 28 août à Brazzaville, Pascal Tsaty Mabiala, conscient des défis qui pointent à l'horizon, a invité les autres cartels de l'opposition à se joindre à eux afin de former dès à présent un front politique digne de garantir l'alternance démocratique en 2021.**

À moins de vingt mois de l'élection présidentielle de 2021, l'opposition politique congolaise mesure déjà les enjeux du scrutin. Le chef de file de l'opposition pense que pour vaincre ce combat décisif, face à un Parti congolais du travail (PCT), qui n'entend pas baisser la garde, ce groupement politique doit y aller en rangs serrés. D'où l'intérêt pour la gauche congolaise, au-delà des divergences politiques, de se remettre ensemble, comme cela a été le cas avant la présidentielle de 2016, en vue de former une coalition plus

soudée et efficace, capable de renverser la vapeur en 2021.

« Nous lançons un appel solennel et fraternel aux autres forces vives de la nation, particulièrement à nos camarades des autres plateformes de l'opposition au dépassement, pour que nous regardions ensemble la question de la gouvernance électorale. Les différences d'approches ne sauraient constituer des obstacles à l'aboutissement du combat commun, celui de l'alternance démocratique », a souligné Pascal Tsaty Mabiala.

Pour ce faire, l'opposition congolaise a réitéré au gouvernement de mettre en place des conditions adéquates pouvant garantir un scrutin présidentiel libre, transparent et non conflictuel en 2021, en améliorant

le processus électoral en cours qui implique, entre autres, la maîtrise du corps électoral, le bon découpage électoral et bien d'autres paramètres qui entrent en ligne de compte.

« L'élection présidentielle prochaine devient énigmatique. En effet, le chef de l'Etat ne rassure pas les congolais quant à sa volonté d'organiser l'élection présidentielle de 2021 dans les meilleures conditions que celles qui ont prévalu en 2016 et qui ont donné lieu à une grande controverse et des pertes en vies humaines », a renchéri le chef de file de l'opposition congolaise.

**Plus de rigueur dans la mise en œuvre de l'accord avec le FMI**

Satisfaite du programme conclu avec le Fonds monétaire in-

ternational (FMI), le 11 juillet dernier, l'opposition politique congolaise demande au gouvernement d'être plus rigoureux et réaliste dans « l'application sans atermoiement » des quarante mesures d'accompagnement exigées par l'institution de Bretton Woods, soutenant que le pays en a besoin pour rendre soutenable sa dette et garantir son éligibilité sur le marché financier international.

De même, l'opposition a salué la découverte du gisement pétrolier Ngoki dans le delta de la Cuvette. Pour ce groupement politique, cet important champ pétrolier va désormais placer le Congo comme troisième pays producteur de pétrole dans le golfe de Guinée, avec une production qui atteindrait plus de 1.300.000 barils par jour. Par ailleurs, l'opposition a déploré son « annonce précipitée », alors

que, a-t-elle soutenu, les études techniques de confirmation ne seraient pas encore achevées.

A propos des antivaleurs, Pascal Tsaty Mabiala a regretté le fait que le chef de l'Etat n'en a pas fait état dans son discours à la nation. Toutefois, il a dénoncé à nouveau l'impunité, la corruption et l'enrichissement illicite. Notons que treize chefs et représentants des partis politiques de l'opposition ont pris part à cette conférence de presse. Il s'agit, entre autres, de Jean Jacques Yhombi Opango, vice-président du RDD ; Guy Brice Parfait Kolélas, président de Udh-Yuki ; Anguios Nanguia Engambé, dirigeant fondateur du PAR Mâ et de Paul Marie-Mpouélé fondateur du Parti républicain P.R.

**Firmin Oyé**

**Les géants de la forêt**  
Zénon Mosséli

**13**  
du Août

---

**Au 12**  
Octobre 2019

**Contacts**  
+242 06 666 70 65  
+242 04 411 64 11

**Adresse**  
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guessou  
Brazzaville - République du Congo

## HOMMAGE

## Fernand Mabala inhumé au cimetière Mâ Campagne

Situé à Makélékélé, le cimetière de Mâ Campagne est la dernière demeure du musicien Fernand Mabala. Peu avant son inhumation, le 28 août, la République lui a rendu un hommage à l'esplanade de la préfecture de Brazzaville.



L'oraison funèbre du ministre de la Culture et des arts a été prononcée par le conseiller culturel Jean Omer Ntadi. Il a rappelé que tel un éclair, le sort a choisi d'emporter, le 4 août, un digne fils, une étoile de la culture, mieux de la musique congolaise, acteur d'un courant novateur, Fernand Mabala. « *Fernand Mabala, le grand moubafouneur, tu nous quittes à l'âge de 60 ans, ton œuvre remplie de singularité, de rigueur et de messages ne disparaîtra jamais de notre mémoire collective. En présentant les condoléances à la famille, aux amis, le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, et tous ses collaborateurs*

*Le cercueil de Fernand Mabala soulevé par les sapeurs te disent adieu et bon repos de l'autre côté de la prairie », a-t-il déclaré.* Pour le conseiller Jean Omer Ntadi, Fernand Mabala était au cours des années 1985, 1986 et 1987, le géniteur d'un courant musical symbolisé par « Yatama » qui était devenu un hymne à la jeunesse, aux mélomanes. Avec son style, il a contribué à l'évolution de la musique congolaise en la faisant

démarquer des genres de l'époque, la soustrayant ainsi au piège du plagiat, de la copie conforme et des courants musicaux existants.

Le passage de Fernand Mabala sur la terre congolaise, a été une belle parenthèse dans l'histoire de la musique. Cette parenthèse de joie et d'amour, de beauté et de créativité artistique, a servi d'espace pour l'expression du dandinement, de la parade pour l'élégance, de la convivialité et de la communion pour le vivre ensemble. Chacune de ses chansons était une interpellation, un message moralisateur, une révélation de sa vie, une scène de vie courante.

#### Une soirée culturelle en hommage à l'artiste

La nuit du 27 août, soit à l'orée de son inhumation, une soirée culturelle lui a été consacrée à l'esplanade de la préfecture de Brazzaville. Débutée autour de 20h, cette soirée est allée jusqu'à l'aube. Elle a été marquée par la prestation musicale et la parade des sapeurs. Grand sapeur, Fernand Mabala rimait la chanson à l'habit. Plusieurs groupes musicaux se sont produits, entre autres, Les Bantous de la capitale, Extra musica de Roga-Roga,

Bana Poto-Poto, Armée rouge d'Alain Shake, 100% Impression des As... La musique sacrée était également au rendez-vous avec la Sr Archimède de Pointe-Noire.

La mort de Fernand Mabala a fait réagir quelques artistes, parmi lesquels Pape God, président de l'Union des musiciens congolais (UMC) et Roga-Roga, président du groupe Extra musica.

Pour Pape God, « *Fernand Mabala est parti très tôt, au moment où nous avons encore beaucoup besoin de lui, besoin de ses conseils C'est vraiment triste. Il était un grand artiste musicien qui a composé plusieurs chansons, dont la chanson « Ainsi va la vie, qui reste pour moi une chanson philosophique et anthologique. Vive l'artiste, adieu l'artiste, et bravo pour tout ce qu'il nous a laissé comme héritage.* »

Roga-Roga de son côté pense que le Congo a perdu un grand artiste. « *Nous venons de perdre un grand monsieur de la musique congolaise, celui que j'avais l'habitude d'appeler affectueusement Ya Mabala. C'est toute une Bible de la musique jeune de notre pays qui est partie. C'est vraiment très triste.* »

#### Le parcours de Fernand Mabala

Natif de Kayes, Fernand Mabala de son vrai nom Milandou Fernand a suivi régulièrement ses études à Nkayi, Pointe-Noire puis Brazzaville où il est venu rejoindre son grand frère MGA, au 11 rue Mbochis à Poto-Poto. MGA s'engage à accompagner l'artiste Fernand en devenant son producteur. La moisson est bonne, abondante et bien vulgarisée pour ce laps de temps. Les médias se mêlent au jeu. Claude Alain Yakité réalise avec Fernand Mabala le premier enregistrement audio à Nkayi, puis la première vidéo produite par Charlie Noël. En quête d'ascension, Fernand Mabala décide de s'installer en France en 1999. Bon patriote, il a su manifester de l'attention à l'endroit de tous les compatriotes qui le rencontraient à Paris, en particulier à l'aéroport Roissy Charles De Gaulle. Il est des appels auxquels on ne peut être insensible, Fernand Mabala rêvait de revenir au Congo, son foyer d'inspiration, dans le but de combler le vide qu'il avait constaté dans l'arène musicale congolaise. Malheureusement, il rejoint son pays sous une autre forme.

**Bruno Okokana**

### RESIDENCE ARCHANGE A POINTE-NOIRE

Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine  
A partir de 13 500 francs Cfa la nuitée + petit-déjeuner au réveil au quartier Siafoumou non loin de la clinique du docteur Mongo

Contact : +242 06 591 20 65  
Whatsapp: 0041 794 256 732  
E-mail : mesmin.tambika@hispeed.ch  
Site web : résidence archange. jimdo.com

# AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply

FORMATIONS  
SUR MESURE

Je veux booster  
ma carrière  
grâce à de  
nouvelles  
compétences

A travers la formation

je vais réussir ma formation  
de manager pour une nouvelle  
évolution professionnelle  
et un meilleur salaire

AFRIKAN CAMPUS team leader  
vous accompagne dans votre  
évolution professionnelle afin de :

- Développer de nouveaux savoirs
- Décrocher un grade plus élevé
- Actualiser vos connaissances
- Approfondir vos acquis

*Votre réussite est notre succès  
Afrikan Campus team leader*

AFRIKAN CAMPUS, Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO) info@afrikan-campus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

Plus d'information sur :  
[www.afrikan-campus.paris](http://www.afrikan-campus.paris)

## MAISON D'ARRÊT DE POINTE-NOIRE

## Dix mineurs réinsérés en cours de formation professionnelle

**Le programme « Projets innovants des sociétés civiles et coalition d'acteurs (PISCCA) » mis en place par l'ambassade de France a permis au REIPER, organisation de la société civile congolaise, de bénéficier d'un financement de 34 440 euros pour l'amélioration de la prise en charge sociale et éducative des mineurs emprisonnés.**

Pour éviter les risques de récidive, l'équipe locale d'animation accompagne les mineurs incarcé-

aux lois sur la protection des enfants en faisant donc respecter les droits des mineurs incarcérés.



Une vue de la Maison d'arrêt de Pointe-Noire où se tient la formation

rés dans leurs parcours de réinsertion. En effet, le projet donne aux mineurs réinsérés auprès de leurs familles l'accès à une formation professionnelle (en conduite automobile, soudure...) qui leur permettra de devenir autonome et de s'intégrer dans la société. Ces formations sont prises en charge entièrement par le projet, et sont dispensées après leur séjour carcéral avec l'accord des parents. Ces mineurs sont sensibilisés aux violences faites aux femmes, aux maladies sexuellement transmissibles. L'ONG « Actions de Solidarité Internationale - ASI » apporte au Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (REIPER) un appui à ce propos.

Depuis octobre 2018, l'équipe locale du REIPER anime des activités visant à améliorer les conditions de vie conformément

Ainsi, ce réseau, en étroite collaboration avec l'administration pénitentiaire fournit une centaine de repas par semaine soit quatre mille repas par an, des kits d'hygiène mensuellement (quarante kits d'hygiène par an), une prise en charge des soins de santé, des cours d'alphabétisation et des activités récréatives (musique, dessins, théâtre...). À Brazzaville, par ailleurs, le REIPER a mis en œuvre un projet pour accompagner les familles vulnérables, et prévenir la vulnérabilité des enfants avec l'appui de l'Union européenne.

#### Appui aux personnes vulnérables...

Avec le concours de l'Union européenne, le REIPER a mis en œuvre, depuis deux ans, le projet « Appui au développement des actions de prévention et

d'assistance aux enfants vulnérables-ADAPAEV ».

Financé à 87,44 % par l'Union européenne, le projet ADAPAEV vise à développer l'autonomisation des familles pour prévenir et traiter les situations de rue chez l'enfant vulnérable, à améliorer la connaissance des droits de l'enfant au Congo, ainsi qu'à renforcer les capacités du REIPER. « De nombreuses familles ont aujourd'hui des difficultés à subvenir à leurs besoins et les enfants en sont les premières victimes. La première préoccupation quotidienne de ces familles est de parvenir à se nourrir. Malheureusement, lorsque les parents n'arrivent pas à subvenir à ce besoin primaire de leurs enfants, ceux-ci se retrouvent souvent dans la rue afin de satisfaire leurs besoins essentiels », explique la coordination nationale du REIPER.

Sur la base d'un certain nombre de critères, le réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture a identifié, par l'entremise des associations membres du réseau, environ soixante familles les plus vulnérables et plus particulièrement des femmes qui élèvent seules leurs enfants. Parmi ces familles identifiées, seules quinze (onze à Brazzaville et quatre à Pointe-Noire) ont été sélectionnées par l'équipe du projet pour suivre une formation professionnelle auprès des artisans.

En rappel, le REIPER a été créé en décembre 2003 à Brazzaville. Il compte vingt-et-une associations spécialisées dans la protection des enfants. Actuellement ce réseau met en œuvre plusieurs projets financés par l'Union européenne, l'ambassadeur de France et l'Agence française de développement.

Rominique Makaya

## MUSIQUE

## Les artistes de la ville côtière rendent hommage à Fernand Mabala

**La direction départementale des Arts et des Lettres de Pointe-Noire a organisé, le mardi 27 août, à l'espace l'Elysée du wolf, situé à Mpaka dans le sixième arrondissement Ngoyo, un grand concert en hommage à l'artiste musicien, Fernand Mabala, décédé il y a plus de trois semaines.**



Le 4 août en France, le musicien Fernand Mabala s'en est allé. L'artiste était connu de plusieurs générations de mélomanes. Il a laissé plusieurs belles mélodies dans le monde musical congolais. Responsables, sapeurs, musiciens, fans, amis et connaissance se sont retrouvés le mardi 27 août dans le quartier populaire de Mpaka pour lui rendre hommage.

Des musiciens de tous styles, groupes locaux et amateurs ont honoré l'œuvre de Fernand Mabala à travers un concert. Ces artistes ont mêlé avec talent la rumba et la musique actuelle en interprétant certaines de ses airs les plus célèbres qui lui ont valu la gloire. C'était un moment émouvant entre tristesse, émotion, abasourdissement et pleurs. Et comme pour lui dire adieu, les sapeurs ponténégrins ont esquissé les pas de sa danse « Patakani-kanikabué ». Ainsi, le nom et les œuvres de Fernand Mabala restent à jamais gravés dans la mémoire des Congolais mais également de tous les amoureux de la musique. « Un artiste ne meurt jamais, le « grand Moumbafumeur » est toujours là parmi les siens », a dit un fan.

Hugues Prosper Mabonzo

## SANTÉ

## Les défenseurs des droits de consommateurs fustigent l'interdiction du tabac

**L'interpellation par la police de certains citoyens qui fument sur la place publique indignent les défenseurs des droits de consommateurs. Ces derniers pensent que le consommateur de tabac a le droit de fumer en toute liberté.**

Interrogé sur la réaction des défenseurs des droits des consommateurs, un fumeur qui a requis l'anonymat soutient l'avis des défenseurs des droits des consommateurs. Selon lui, la police n'a pas le droit de traquer les fumeurs. « Les fumeurs sont partout. Je suis fier de fumer. Même si les textes de la mise en application de cette mesure sont pris, je continuerai de fu-



Une cigarette allumée

mer. C'est mon droit. et je salue la réaction des défenseurs des droits des consommateurs », a-t-il indiqué

Cependant, un non-fumeur a déploré la réaction des défenseurs des droits des consommateurs qu'il qualifie d'un appel à l'em-

poisonnement public. « Nous savons que la cigarette est un grand destructeur de l'organisme humain. La fumée de la cigarette ne détruit non pas que les poumons du fumeur actif mais aussi ceux de son environnement immédiat. Alors pourquoi l'association des défenseurs des droits des consommateurs peut-elle encourager des fumeurs alors qu'elle sait pertinemment que le tabac détruit ? Cette réaction n'est qu'un appel à l'empoisonnement public et c'est grave », a-t-il regretté. Un médecin abordé sur la question a rejeté catégoriquement la réaction des défenseurs des droits des consommateurs. « La cigarette est un poison dangereux en vente légale, il faut donc arrêter de fumer »,

a-t-il dit.

En rappel, le décret n° 2018-216 du 5 juin 2018 portant interdiction de fumer dans les lieux à usage public s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi n° 12-2012 du 4 juillet 2012 relative à la lutte anti-tabac. Il était désormais dit qu'en République du Congo, il est strictement interdit de fumer dans les espaces à usage public ou collectif, dans des lieux de travail, dans les transports en commun ainsi que dans les lieux ouverts ou fermés à usage commun d'habitation. Et les avertissements sanitaires ne doivent être en aucune manière dissimulés, voilés ou séparés par d'autres indications.

Faustin Akono

## COMPÉTITIONS AFRICAINES DES CLUBS

## L'Etoile du Congo a appris de ses erreurs

**En éliminant l'Etoile du Congo, au tour préliminaire de la coupe de la Confédération, les Egyptiens de Pyramids FC ont confirmé la classe d'écart qui existe entre les deux clubs.**

« Nous apprenons chaque jour. J'ai des jeunes très techniques... Aujourd'hui, il faut le reconnaître, nous sommes tombés sur le plus fort que nous », a avoué Cédric Arnaud Nanitelamio, au terme de la rencontre disputée, le 25 août, au stade Alphonse-Massamba-Débat, au cours de laquelle les Stelliens se sont inclinés (0-1).

Il n'y a pas une grande différence sur le plan technique. L'Etoile du Congo avait des moyens pour mettre en difficulté son adversaire. Sébastien Desabre l'a, d'ailleurs, reconnu.

« Ce n'était pas un match facile aujourd'hui. Il pourrait tourner en faveur de l'Etoile du Congo, comme au match aller, elle nous a causé des problèmes. L'équipe de l'Etoile, c'est peut-être l'inexpérience des joueurs. Aujourd'hui, ils ont joué jusqu'à la dernière minute, c'est ça le football. Moi je pense que cette équipe a des qualités énormes », a commenté le technicien français lors de la conférence de presse d'après-match. Visiblement, il



y a beaucoup de choses qui rabaisent les clubs congolais à un niveau inférieur.

Sur le plan financier, il n'y avait pas match. Pyramids FC s'est donné les moyens pour aller le plus loin possible dans cette compétition.

Le club a mobilisé trente-deux millions d'euros, en l'espace de trente jours, pour construire une ossature à la taille de ses ambitions. L'équipe qui se présentait face à l'Etoile du Congo disputait certes la première compétition africaine, mais elle comptait dans son effectif de joueurs de qualité et dotés d'une grande expé-

rience internationale.

Selon son entraîneur, Pyramids FC a sept internationaux, des joueurs qui ont disputé la dernière Coupe du monde en Russie avec l'Egypte et la dernière Coupe d'Afrique des nations.

« Notre ambition est grande. Nous avons battu Al Ahly, la semaine dernière, en Coupe d'Egypte. En Coupe de la CAF, c'est un autre objectif. Nous visons le trophée, puisque nous avons les joueurs capables. Le club a mis beaucoup de moyens, ce qui nous met beaucoup de pression », a souligné Desabre.

*Etoile du Congo éliminée par Pyramids FC*

Si ce club a mis des moyens pour réussir, ceux du Congo, comme l'Etoile du Congo, ne compte que sur l'aide de l'Etat. Limitée par les moyens, l'Etoile du Congo n'a pas fait de recrutement adéquat qui lui aurait permis de faire mieux.

Dans l'urgence, le club a qualifié des joueurs avec un temps de jeu réduit. Privés des rencontres de la Coupe du Congo, ces joueurs ne se sont jetés dans le bain que lors des matches CAF. Très difficile d'y voir clair.

« On arrête de corriger que lorsqu'on est mort, mais tant

qu'on est en vie, on continue d'apprendre... On considère la défaite en guise d'expérience. Nous devons corriger ces erreurs au futur. Nous sommes vainqueurs de la Coupe du Congo, cela nous permettra de voir au championnat les postes où les besoins se font sentir, réajuster pour que la prochaine fois soit la meilleure », a souhaité le coach stélien.

Un autre fait qui a joué en défaveur de l'Etoile du Congo était la taille de ses joueurs. Les Egyptiens étaient plus grands à tel point que quand les Stelliens voulaient sauter les lignes, ils n'y arrivaient pas.

« Nous jouons par rapport à l'adversaire. Il fallait sauter les lignes pour faire la différence, malheureusement la stratégie n'a pas été payante », a regretté Cédric Arnaud Nanitelamio.

Aujourd'hui, le football congolais a pris un train de retard par rapport à la nouvelle donne. Pour se relancer, il faut élever le niveau du championnat en cherchant l'appui des sponsors. Les clubs à leur tour devraient trouver des formules dans leur organisation. La poche des dirigeants ne suffit pas pour rêver plus grand.

**James Golden Eloué et Rude Ngoma (stagiaire)**

## CONCOURS DE BEAUTÉ

## Qui sera élue la première Miss Bio skin forever ?

**Avec plusieurs candidatures au casting, le comité de l'élection Miss bio skin forever a présélectionné douze candidates qui vont s'affronter pour le titre tant convoité, le 8 septembre, dans la salle Pavillon Joséphine.**

Provenant des quatre coins de Brazzaville, les candidates au concours Miss Bio skin sont âgées de 16 à 21 ans et mesurent entre 1,60 m et 1,70 m. Élèves et étudiantes, elles devront faire leurs preuves autour du thème de cette première édition dénommée « La dépigmentation ».

« Au-delà de célébrer la beauté de notre terre natale, le Congo, en mettant en lumière de belles ambassadrices, nous voulons militer contre ce fléau aux conséquences multiples », a déclaré Christelle Likibi Tsoumou, membre du comité d'organisation.

Ainsi, parce que la dépigmentation concerne tout le monde, les membres du jury ont sélectionné des filles de différentes couleurs de peau afin de les aider à conserver, chacune, sa teinte

naturelle, qu'importe les avis des gens autour d'elles.

« Je loue l'initiative car très souvent les élections miss sont perçues comme des passe-temps. Mais, à Miss Bio skin forever, il y a une cause louable qui y est associée et qui décomplexe vraiment notre jeune génération du trop-plein des produits chimiques et nocifs qui pullulent sur le marché », a déclaré l'une des candidates, Ryane Yoka. La cérémonie finale de cet événement prévoit notamment une présentation inaugurale des miss et leur passage individuel ; une sortie des miss en bikini ; un show chorégraphique des miss ; une sortie en tenue de soirée suivie d'une séance de communication des miss, le tout entrecoupé d'animations et de prestations musicales.

Pour sa première édition, cet événement de beauté a pour sponsor officiel et parrain la boutique My Dynasty, basée à Bordeaux, en France.

Notons que BioSkin forever est une marque de cosmétiques bio qui promeut l'utilisation de produits naturels. La marque est également une boutique de

vêtements, accessoires etc...

Une miss, un cœur...

Durant trois mois, ces jeunes filles ont eu droit à un programme concocté sur mesure afin de les rendre capables de prétendre à l'écharpe. Pour cela, elles ont bénéficié d'une préparation à la prise de paroles en public, aux interviews, au défilé et à l'expression corporelle, en culture générale. En outre, les candidates ont été coachées à plusieurs autres activités telles que des shooting photos, la danse, le maquillage et la coiffure.

Malgré un emploi du temps chargé, le comité d'organisation a voulu leur apprendre qu'au-delà du titre qu'elles visent, « une miss, c'est aussi un cœur ». A cet effet, les prétendantes à la couronne de Miss bio skin forever ont réalisé deux marches de sensibilisation contre la dépigmentation. Elles ont également effectué une visite dans un orphelinat de la place où elles ont fait un don de vivres pour manifester de la fraternité et de la solidarité à l'égard des enfants orphelins.

**Merveille Atipo (stagiaire)**

## TRANSFERTS

## Merveil Ndockyt prêté par Getafe en Croatie

**A la peine à Getafe, où il n'a disputé aucune minute de Liga en ce début de saison, Merveil Ndockyt vient d'être prêté au NK Osijek, actuel 3e du championnat croate.**

Merveil Ndockyt part en Croatie pour donner une nouvelle impulsion à sa jeune carrière. Le milieu offensif, revenu à Getafe après deux passages mitigés par Majorque puis la réserve du FC Barcelone, va tenter de boucler une saison pleine dans le championnat croate.

Joueur important de la sélection nationale congolaise, l'ancien joueur de Cara et de l'AC Léopards souhaite enfin donner de la consistance à sa trajectoire européenne. Dans un championnat et un club certes moins réputés, il en a désormais l'occasion dans le cadre d'un prêt d'un an avec option d'achat.



Merveil Ndockyt et son agent, Nicolas Onisé, lors de sa présentation au NK Osijek (DR) Après six journées, le NK Osijek compte 11 points et 2 longueurs de retard sur le leader, le Dinamo Zagreb. Le club a été éliminé au deuxième tour préliminaire de la Ligue Europa 2020 par le CSKA Sofia.

**Camille Delourme**